

§ 2. De sportclub moet volgende stukken voegen bij het aanvraagformulier voor subsidiëring :

- a) een kopie van zijn statuten en het huishoudelijk reglement;
- b) een bewijsstuk van de eigenaar of de beheerder van de sportinfrastructuur waaruit blijkt dat de lokalen of terreinen gebruikt worden voor de sportactiviteiten van de club en dit, tijdens de uren die voor subsidiëring in aanmerking kunnen komen;
- c) voor de clubs die hun activiteiten sedert één jaar of langer uitoefenen, enerzijds een balans van de inkomsten en uitgaven van het jaar of van het sportseizoen dat de datum van bovenvermelde aanvraag voorafgaat, en anderzijds een rapport over de activiteiten tijdens het jaar of het sportseizoen dat aan de datum van de bovenvermelde aanvraag voorafgaat;
- d) voor de clubs die hun activiteiten sedert minder dan één jaar uitoefenden, een begroting van de inkomsten en uitgaven van het jaar waarvoor een subsidie is aangevraagd.

Art. 8. Elke gesubsidiëerde club moet in zijn publikaties en tijdens zijn activiteiten gewag maken van de steun van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepaalt de te volgen procedure voor de indiening van de subsidieaanvragen en stelt het bedrag vast van de in onderhavige verordening bepaalde subsidies.

Art. 10. Elke gesubsidiëerde club moet de controle aanvaarden vanwege de Franse Gemeenschapscommissie en legt haar alle documenten voor welke zij nodig acht op te eisen, met name diegenen die worden vereist door de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van bepaalde subsidies.

Art. 11. Het College brengt jaarlijks verslag uit bij de bevoegde commissie van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie over de toepassing van de onderhavige verordening.

Art. 12. Elke verordening betreffende de subsidiëring van sportclubs wordt opgeheven vanaf de dag dat de onderhavige verordening in werking treedt.

Art. 13. De onderhavige verordening treedt in werking de tiende dag na de publikatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 29 maart 1991.

De voorzitter,  
S. MOUREAUX

De secretarissen,  
D. ESCOLAR et M. DUPONCELLE

De griffier a.i.,  
M GOERGEN

1F. 92 — 191

**30 AVRIL 1991. — Règlement portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adapté et Nous, Collège sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE Ier. — Disposition générale**

Article 1er. Le présent règlement règle les matières visées à l'article 108ter, § 3, alinéa 2.1 et 2 de la Constitution.

**CHAPITRE II. — Création, dénomination et missions**

Art. 2. Il est créé un « Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé », ci-après dénommé « le Conseil consultatif bruxellois ».

Art. 3. § 1er. Le Conseil consultatif bruxellois est composé de la commission de l'aide aux personnes, de la commission de la santé et de la commission de coordination.

§ 2. La commission de l'aide aux personnes est composée d'un bureau et de quatre sections :

- 1° la « section personnes âgées »;
- 2° la « section personnes handicapées »;
- 3° la « section famille et services sociaux »;
- 4° la « section planning familial ».

§ 3. La commission de la santé est composée d'un bureau et de deux sections :

- 1° la « section des institutions et services de santé mentale »;
- 2° la « section de l'éducation à la santé et de la prévention ».

Art. 4. § 1er. Soit d'initiative, soit à la demande du Collège, le bureau de la commission de l'aide aux personnes a pour mission de donner des avis sur tout projet de règlement ou d'arrêté relatif à la politique de l'aide aux personnes et sur toute question qui concerne plusieurs sections.

Documents de l'Assemblée :  
13 (1990-1991) n° 1 — Projet de règlement  
13 (1990-1991) n° 2 — Rapport

Comptes rendus intégral et analytique. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 30 avril 1991.

§ 2. Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la « section personnes âgées » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes âgées et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

§ 3. Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la section « personnes handicapées » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes handicapées et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

§ 4. Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la section « famille et services sociaux » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent la famille et les services sociaux et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

§ 5. Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la section « planning familial » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent l'aide et l'information sexuelle et familiale et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

Art. 5. § 1er. Soit d'initiative, soit à la demande du Collège, le bureau de la Commission de la santé a pour mission de donner des avis sur tout projet de règlement ou d'arrêté et sur toute question relative à la politique de la santé qui concerne les deux sections.

§ 2. Soit d'initiative, soit à la demande du Bureau ou du Collège, la « section des institutions et services de santé mentale » a pour mission de donner des avis

— sur toutes les questions qui concernent l'agrément, la prolongation ou le retrait de l'agrément :

1<sup>o</sup> des institutions et services visés par l'article 6 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et par l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément applicables aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

2<sup>o</sup> des services de santé mentale;

— ou sur la politique de la santé mentale, et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour une institution qui, située sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

§ 3. Soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la « section de l'éducation à la santé et de la prévention » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions concernant l'éducation à la santé et à la politique de prévention.

Art. 6. Soit d'initiative, soit à la demande du Collège, la commission de coordination a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les deux commissions de l'aide aux personnes et de la santé.

Art. 7. Les avis émis à propos des projets de règlement sont joints à ceux-ci lors de leur dépôt sur le bureau de l'Assemblée.

### CHAPITRE III. — Composition

Art. 8. La commission de coordination est composée des présidents et vice-présidents des bureaux et d'un membre élu par chacune des sections.

Art. 9. § 1er. Les sections sont composées de membres effectifs :

1<sup>o</sup> des représentants des pouvoirs organisateurs et directeurs des institutions et services concernés;

2<sup>o</sup> des représentants des travailleurs des institutions et services concernés;

3<sup>o</sup> des représentants d'utilisateurs des institutions et services concernés, le cas échéant;

4<sup>o</sup> des personnes qui disposent d'informations particulièrement pertinentes sur les politiques concernées, le cas échéant.

§ 2. Les sections sont composées d'autant de membres suppléants qu'effectifs, nommés de la manière prévue à l'article 9, § 3 et à l'article 12.

§ 3. Les membres effectifs et suppléants sont particulièrement familiarisés avec les politiques dévolues aux sections et développées par des services situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils doivent être domiciliés sur ce territoire ou y avoir leurs activités en rapport avec la section pour laquelle ils sont nommés.

§ 4. La section « personnes âgées » et la section « planning familial » du Conseil comprennent respectivement des membres bruxellois du Conseil consultatif du troisième âge de la Communauté française et des membres bruxellois de la Commission des centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale de la Communauté française. Les membres bruxellois de ces conseils qui ne sont pas désignés par le Collège dans le Conseil consultatif bruxellois, siègent avec voix consultative.

Art. 10. Des représentants de départements ministériels ou de services publics concernés et des représentants du Collège peuvent assister aux réunions des sections, des bureaux et de la commission de coordination, en qualité d'observateurs.

Art. 11. Les bureaux de la Commission de l'aide aux personnes et de la Commission de la santé sont composés :

1<sup>o</sup> des présidents et vice-présidents des sections compétentes;

2<sup>o</sup> d'un membre élu par chacune des sections compétentes, et en ce qui concerne le bureau de la Commission de la santé, d'un membre élu par la section personnes âgées de la Commission de l'aide aux personnes.

Art. 12. § 1er. Les Présidents, vice-présidents et les membres effectifs et suppléants des sections, des bureaux et de la Commission de coordination sont nommés par le Collège selon la procédure qu'il arrête en application du présent règlement.

§ 2. Ils sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 13. Le Collège arrête les règles de fonctionnement du Conseil consultatif bruxellois et fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 14. Sont abrogés les articles 14 à 16 de l'arrêté du 9 février 1987 de l'Exécutif de la Communauté française pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogique pour handicapés et l'article 27 de l'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur.

Bruxelles, le 30 avril 1991.

Le président,  
S. MOUREAUX

Les secrétaires,  
D. ESCOLAR et M. DUPONCELLE

Le greffier a.i.,  
M. GOERGEN

—  
VERTALING

N. 92 — 191

**30 APRIL 1991. — Verordening houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid**

De raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze verordening regelt aangelegenheden bedoeld in artikel 108ter, § 3, lid 2.1 en 2 van de Grondwet.

**HOOFDSTUK II. — Oprichting, benaming en taken**

**Art. 2.** Er wordt een « Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid opgericht », hierna « de Brusselse Adviesraad » genoemd.

**Art. 3. § 1.** De Brusselse Adviesraad is samengesteld uit de commissie voor hulp aan personen, de commissie voor gezondheid en de coördinatiecommissie.

§ 2. De commissie voor hulp aan personen is samengesteld uit een bureau en vier afdelingen :

- 1° de « afdeling bejaarden »;
- 2° de « afdeling gehandicapten »;
- 3° de « afdeling gezin en sociale dienstverlening »;
- 4° de « afdeling gezinsplanning ».

§ 3. De commissie voor gezondheid is samengesteld uit een bureau en twee afdelingen :

- 1° de « afdeling instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg »;
- 2° de « afdeling gezondheidsvoorlichting en preventie ».

**Art. 4. § 1.** Het bureau van de commissie voor hulp aan personen heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het College, advies te geven over elk ontwerp van verordening of besluit betreffende het beleid van hulp aan personen alsook over elk probleem waarbij meerdere afdelingen betrokken zijn.

§ 2. De « afdeling bejaarden » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op bejaarden en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt.

§ 3. De « afdeling gehandicapten » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op gehandicapten en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt.

§ 4. De « afdeling gezin en sociale dienstverlening » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op het gezin en de sociale dienstverlening en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt.

§ 5. De « afdeling gezinsplanning » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op hulp en informatie i.v.m. het sexuele, echtelijke en gezinsleven en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt.

Zitting 1990-1991.

Documenten van de Raad :

13 (1990-1991) nr. 1 — Ontwerp van verordening

13 (1990-1991) nr. 2 — Verslag

Volledig en beknopt verslag. — Mondeling verslag, bespreking en goedkeuring. Vergadering van 30 april 1991.

Art. 5: § 1. Het bureau van de Commissie voor gezondheid heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het College, advies te geven over elk ontwerp van verordening of besluit en over elk probleem betreffende het gezondheidsbeleid waarbij de twee afdelingen betrokken zijn.

§ 2. De « afdeling instellingen en diensten voor geestelijke gezondheidszorg » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het Bureau of het College, advies te geven

— over alle problemen die betrekking hebben op de erkenning, de verlenging of de intrekking van de erkenning :

1° van de instellingen en diensten bedoeld in artikel 6 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en in het koninklijk besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de erkenningsnormen van toepassing op de verenigingen van psychiatrische instellingen en diensten;

2° van de diensten voor geestelijke gezondheid;

— of over het geestelijke gezondheidsbeleid, en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een instelling, die op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens haar organisatie beschouwd moet worden als een instelling die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt.

§ 3. De « afdeling gezondheidsvoorlichting en preventie » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op de gezondheidsvoorlichting en het preventiebeleid.

Art. 6. De coördinatiecommissie heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op de twee commissies voor hulp aan personen en gezondheid.

Art. 7. De adviezen die werden uitgebracht over de ontwerpen van verordening worden bij deze ontwerpen gevoegd wanneer ze worden ingediend ophet bureau van de Raad.

### HOOFDSTUK III. — Samenstelling

Art. 8. De Coördinatiecommissie is samengesteld uit de voorzitters en de ondervoorzitters van de bureaus en een door elk van de afdelingen verkozen lid.

Art. 9. § 1. De afdelingen zijn samengesteld uit leden :

1° vertegenwoordigers van de inrichtende macht en de directie van de betrokken instellingen en diensten;

2° vertegenwoordigers van de werknemers van de betrokken instellingen en diensten;

3° vertegenwoordigers van de gebruikers van de betrokken instellingen en diensten, in voorkomend geval;

4° personen die over bijzonder relevante informatie over de betrokken beleidslijnen beschikken, in voorkomend geval.

§ 2. De afdelingen worden samengesteld uit evenveel plaatsvervangende leden als leden, die benoemd worden zoals voorgeschreven bij artikel 9, § 3 en artikel 12.

§ 3. De leden en de plaatsvervangende leden zijn in het bijzonder vertrouwd met het door de afdelingen te voeren beleid, dat wordt uitgewerkt door de op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gelegen diensten. Zij moeten op dit grondgebied gedomicilieerd zijn of er hun activiteiten uitoefenen in verband met de afdeling waarvoor zij benoemd zijn.

§ 4. De afdeling « bejaarden » en de afdeling « gezinsplanning » van de Raad bestaan respectievelijk uit Brusselse leden van de Adviesraad voor de derde leeftijd van de Franse gemeenschap en Brusselse leden van de Commissie voor hulp- en informatiecentra i.v.m. het seksuele, echtelijke en gezinsleven van de Franse Gemeenschap. De Brusselse leden van deze raden die niet werden aangewezen door het College van de Brusselse Adviesraad zetelen met adviserende stem.

Art. 10. Vertegenwoordigers van de ministeries of de betrokken openbare diensten en vertegenwoordigers van het College mogen, als waarnemers, de vergaderingen van de afdelingen, de bureaus en de coördinatiecommissie bijwonen.

Art. 11. De bureaus van de Commissie voor hulp aan personen en de Commissie voor gezondheid zijn samengesteld uit :

1° de voorzitters en ondervoorzitters van de bevoegde afdelingen;

2° een door elk van de bevoegde afdelingen verkozen lid, en wat het bureau van de Commissie voor gezondheid betreft, uit een lid dat verkozen is door de afdeling bejaarden van de Commissie voor hulp aan personen.

Art. 12. § 1. De voorzitters, ondervoorzitters, leden en plaatsvervangende leden van de afdelingen, de bureaus en de Coördinatiecommissie worden benoemd door het College volgens de procedure die het vaststelt in toepassing van onderhavige verordening.

§ 2. Zij worden benoemd voor vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 13. Het college stelt de werkingsregels vast van de Brusselse Adviesraad en bepaalt de datum waarop de onderhavige verordening in werking treedt.

Art. 14. De artikelen 14 tot 16 van het besluit van 9 februari 1987 van de Franse Gemeenschapsexecutieve genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot oprichting van een Fonds voor medisch-sociale-pedagogische zorgen voor gehandicapten worden opgeheven, alsook artikel 27 van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de toekenning van subsidies hiervoor.

Brussel, 30 april 1991.

De voorzitter,  
S. MOUREAUX

De secretarissen,  
D. ESCOLAR et M. DUPONCELLE

De griffier a.l.,  
M GOERGEN